

associées, du brevet d'Etat de professeur créé par le présent arrêté, option principale Aïkido ou Karaté suivant la discipline enseignée.

La décision sera prise par le ministre chargé des sports, auquel les intéressés devront adresser directement, dans le délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté, une demande à cet effet, accompagnée de toutes pièces justificatives.

Art. 14. — Les personnes titulaires, à la date de publication du présent arrêté, de brevets délivrés par la fédération française de judo et disciplines associées pourront obtenir, par équivalence, les brevets d'Etat suivants créés par le présent arrêté :

Brevet d'Etat d'animateur de judo, pour les personnes titulaires du brevet fédéral d'animateur de judo (premier degré) ;

Brevet d'Etat de moniteur de judo, pour les personnes titulaires du brevet fédéral de moniteur de judo (deuxième degré).

La décision sera prise par le ministre chargé des sports, auquel les intéressés devront adresser directement, dans le délai de deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté, une demande à cet effet, accompagnée d'une photocopie du brevet fédéral concerné.

Art. 15. — Le programme des épreuves prévues aux articles ci-dessus est annexé au présent arrêté (1).

Art. 16. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté susvisé du 30 juillet 1965 modifié est complétée comme suit :

Niveau II : brevet d'Etat d'animateur de judo.

Niveau III : brevet d'Etat de moniteur de judo.

Niveau IV : brevet d'Etat de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées.

Art. 17. — Les arrêtés susvisés du 25 mars 1959 et du 29 janvier 1968 sont abrogés.

Art. 18. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet le 1^{er} janvier 1972.

Fait à Paris, le 30 juin 1971.

JOSEPH COMITI.

(1) L'annexe prévue à l'article 15 de cet arrêté sera publiée au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Création des brevets d'Etat de prévôt de boxe et de professeur de boxe.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée en ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 21 octobre 1969 portant création des brevets d'Etat de prévôt de boxe et de professeur de boxe ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1969 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions figurant *in fine* du premier paragraphe de l'article 3 de l'arrêté du 21 octobre 1969 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Etre titulaires du brevet national de secourisme, institué par le décret n° 66-37 du 7 janvier 1966. »

Art. 2. — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 21 octobre 1969 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 4.

Pour faire acte de candidature à l'un des brevets d'Etat créés par le présent arrêté, les intéressés doivent adresser à la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de leur domicile, au moins deux mois avant la date de l'examen, un dossier comprenant :

1° Une demande d'inscription sur la liste des candidats, établie sur papier libre ;

2° Une fiche d'état civil ;

3° Un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois à la date limite fixée pour l'envoi du dossier ;

4° Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement de la boxe datant de moins de trois mois à la date limite fixée pour l'envoi du dossier ;

5° Une copie certifiée conforme ou une photocopie des brevets mentionnés à l'article 3 ci-dessus ;

6° Une fiche de renseignements sur l'activité du candidat et les résultats obtenus dans le domaine de la boxe, accompagnée éventuellement de toutes attestations utiles ;

7° Deux photographies d'identité ;

8° Deux enveloppes timbrées à l'adresse exacte du candidat, en vue de sa convocation.

Les fonctionnaires titulaires sont dispensés de la production de la fiche d'état civil et de l'extrait du casier judiciaire.

Art. 3. — Les dispositions du 1^{er} paragraphe du titre II de l'article 6 de l'arrêté du 21 octobre 1969 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

II. — Brevet d'Etat de professeur de boxe.

1° Epreuves écrites.

Ces épreuves sont au nombre de trois. Elles consistent dans : La composition d'un rapport ou d'un exposé portant sur un programme d'activités relatives à la boxe (durée : deux heures ; coefficient 2).

La réponse à un questionnaire relatif à l'anatomie, à la physiologie ou à l'hygiène appliquées à la boxe (durée : une heure ; coefficient 2).

La réponse à un questionnaire relatif à la réglementation de la boxe scolaire, de la boxe amateur et de la boxe professionnelle, telle qu'elle résulte du code sportif fédéral (durée : une heure ; coefficient 1).

Art. 4. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 août 1971.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,
MARCEAU CRESPIN.

FONCTION PUBLIQUE

Institut international d'administration publique.

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, en date du 19 août 1971, M. Michel Chatelais, secrétaire des affaires étrangères, est nommé sous-directeur des études à l'institut international d'administration publique à compter du 1^{er} septembre 1971.

MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre d'Etat chargé de la défense nationale en date du 28 août 1971, M. Jacques Daumard, administrateur civil hors classe, 6^e échelon, à l'administration centrale du ministère d'Etat chargé de la défense nationale, est nommé sous-directeur, 3^e échelon, à compter de la date du présent arrêté, avec ancienneté dans l'échelon du 1^{er} mars 1970.

M. Daumard est affecté à la direction des affaires internationales en qualité de sous-directeur du contrôle du commerce international des matériels de guerre.

MINISTERE D'ETAT CHARGE DES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Décret n° 71-711 du 25 août 1971 relatif à l'extension dans les Terres australes françaises du décret n° 67-451 du 7 juin 1967 portant extension de la zone de pêche interdite aux navires étrangers.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer et du ministre des transports,

Vu le décret n° 67-451 du 7 juin 1967 portant extension de la zone de pêche interdite aux navires étrangers, et notamment son article 5,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret n° 67-451 du 7 juin 1967 portant extension de la zone de pêche interdite aux navires étrangers sont déclarées applicables aux Terres australes françaises. Elles entreront en vigueur quinze jours après la promulgation du présent décret dans le territoire.